

15 mai ► 15 octobre*

*avec interruption au mois d'août

// Juin 2013 • N°5

CAHIER D'ACTEURS

Les propos au sein du présent cahier d'acteurs n'engagent que leur auteur et sont totalement indépendants de la CPDP.



ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT ALTERNATIF

Environnement Développement Alternatif (EDA)

EDA est une association loi 1901 dont l'objectif est de promouvoir un développement qui mette en œuvre le droit de chaque être humain à vivre dignement dans un environnement sain, et à participer démocratiquement à la vie publique. Ce droit implique que nos actions d'aujourd'hui ne génèrent pas de nuisances irréversibles pour les générations futures. Les choix en matière d'approvisionnement en énergie et leurs conséquences à long terme sont au cœur de nos réflexions. Nous participons aux travaux de l'Association Nationale des Commissions et Comités locaux d'Information (ANCCLI) Groupe Permanent Matières et déchets Radioactifs.

contact //

Anita VILLERS

Adresse : 23 rue Gosselet
59000 Lille

Tél. : 06 16 66 83 51

Site web : www.eda-lille.org

« ENTRE DÉNI ET PARI : LE CHOIX INAVOUÉ DE L'OUBLI APRÈS LA FERMETURE DU SITE »

« Stockage profond : seule solution sûre à long terme qui permet de ne pas reporter la charge de la gestion des déchets sur les générations futures »
Andra - Le résumé 2012 p 31

Nous partageons le souci de ne pas léguer à nos descendants un fardeau aussi lourd, **c'est pourquoi nous estimons qu'il est temps de sortir du déni de réalité** : la nature même de ces déchets et leur durée d'activité reportent nécessairement leurs effets potentiels, et donc leur obligatoire gestion, sur les générations futures !

Nous ressentons que depuis 1991 la stratégie a été de nous faire accepter étape par étape, dans l'opacité, la solution qui est maintenant présentée comme inéluctable.

Nous dénonçons :

- l'irresponsabilité d'arguments évoquant le souci éthique d'un tel aménagement à propos d'un fardeau aussi désastreux, laissé à des milliers de générations futures
- la précipitation des autorités françaises à vouloir enfouir en profondeur : à part la Finlande, aucun pays au monde ne s'est engagé dans cette voie jusqu'à présent : la plupart en sont au stade de recherches, ou diffèrent l'option « enfouissement »
- l'évidente impossibilité d'anticiper les impacts de très long terme
- l'absence de lien dans l'organisation des débats entre la gestion des déchets et les choix énergétiques, théoriquement eux aussi en débat national jusque fin mai 2013
- l'incroyable illusion entretenue depuis plus de 50 ans quant à la résolution du problème de la gestion des déchets nucléaires produits et à produire par d'hypothétiques innovations technologiques, toujours à venir !
- la très faible durée consacrée au débat face à la complexité des problèmes posés
- des années de manque de transparence et de désinformation qui ont généré une ignorance des enjeux pour la plupart des citoyens

Lors du débat public de 2005-2006, les populations locales avaient manifesté leur préférence pour l'entreposage de surface ou sub-surface : à l'évidence, il n'en est toujours pas tenu compte.

« QUELS CONSTATS AUJOURD'HUI ? »

Un débat caractérisé par un aspect technique omniprésent, complexe, multiforme destiné à nous faire croire que nous serions face à des choix purement techniques. **Faut-il comprendre que « la seule solution sûre » serait de les enfouir, de fermer le site et de les oublier ?**

Notre préoccupation première n'est pas de décider si le couvercle sera en bentonite ou en un mélange de bentonite et de ciment !

L'essentiel est ailleurs : il est dans le pari insensé que l'on nous demande de faire alors que l'état actuel des connaissances scientifiques et techniques ne permet pas d'exprimer clairement les enjeux.

L'échelle de temps de cette perspective dépasse nos capacités à nous projeter avec un certain réalisme. Nous entrons dans un domaine où notre rationalité d'aujourd'hui n'opère plus : un monde d'effroi et de démesure. ■

« NOUS REMETTONS EN CAUSE LE CHOIX DU STOCKAGE PROFOND »

Une décision prise sans être précédée d'un débat large et contradictoire **comme le stipule la convention d'Aarhus signée par la France.**

Pour un projet aussi lourd de conséquences, la réalisation de Cigéo est prématurée : l'urgence, c'est de continuer les recherches alternatives à l'enfouissement profond.

Un débat « confiné » au sein de deux départements Meuse et Haute-Marne alors que le devenir des déchets et leur gestion concerne l'ensemble des terriens d'aujourd'hui et de demain.

// Un dossier qui révèle des incertitudes multiples :

Géologiques

- stabilité des couches géologiques à l'échelle de la durée d'activité des radionucléides, entraînant des risques d'infiltration d'eau, de rupture de confinement
- aléas sismiques, climatiques
- impacts qu'auront sur le site à la fois les travaux de creusement et la cohabitation des travaux et de l'exploitation pendant des dizaines d'années
- modifications des propriétés de la roche au contact des déchets (échauffement, assèchement, fissuration, modification de sa plasticité)

Technologiques

- quantités de déchets à enfouir, liées aux choix qui seront faits pour le maintien, le renouvellement, et le démantèlement des réacteurs
- comportement des emballages des colis (corrosion, incendie)
- possibles émanations chimiques
- émanations de gaz, leurs effets, comment les traiter
- risques liés à l'apparition de nouvelles substances lors de la décroissance de la radioactivité
- risques de criticité
- évaluation des synergies entre les différents risques

Socio-économiques

- des coûts impossibles à évaluer, en raison du grand nombre de paramètres, et des multiples autres incertitudes liées au long terme
- les risques d'intrusion humaine dans le futur, qu'elle soit fortuite ou volontaire, par exemple pour exploiter le potentiel géothermique du site
- les inévitables évolutions sociales, sociétales, économiques, techniques, politiques qui auront lieu au cours des siècles à venir

Devant tant d'incertitude cumulée, le concept de « sûreté passive » relève de l'acte de foi.

// Un dossier qui soulève de nombreuses questions :

- quelle confiance peut-on avoir dans le caractère représentatif des observations faites depuis 15 ans dans le laboratoire de Bure, au regard des millénaires pendant lesquels le danger sera présent ?
- quelle confiance dans les modèles de calcul utilisés pour les prévisions ?
- quels sont les déchets qu'il est réellement prévu d'enfouir ? En quelles quantités ?
- quelles problématiques autour du sort des FAVL, du MOX, des bitumes.. ?

// Et, question éthique fondamentale :

Comment concevoir qu'une fois le site fermé, **la mémoire en soit conservée**, à travers les bouleversements de civilisation qui adviendront au cours des siècles ?

Comment nos descendants dans cent générations pourront-ils se représenter cette gigantesque construction invisible à leurs yeux, conçue pour répondre à des besoins et des objectifs qui leur seront étrangers, avec des techniques devenues obsolètes ? Cigéo appartiendra pour eux au monde légendaire, Cigéo sera devenu un mythe.

// Réversibilité, récupérabilité : des ambiguïtés sémantiques

La loi de 2006 stipule que la réversibilité sera assurée pendant la durée d'exploitation : même si cela n'est théoriquement pas impossible, il nous paraît bien peu vraisemblable qu'une fois les travaux engagés **une nouvelle décision revienne en arrière sur** le choix du mode et du lieu de stockage.

La possibilité de récupérer des colis n'est pas compatible avec le dispositif actuel. La réversibilité comme la récupérabilité sont strictement impossibles si la fin d'exploitation se traduit par la fermeture physique du site.

« QUE FAIRE ? »

Les choix antérieurs, pris de manière non démocratique, nous ont mis dos au mur. Selon l'inventaire de l'ANDRA à fin 2010, **42 700 tonnes de déchets extrêmement dangereux** pour des millénaires sont présents sur notre sol : là où ils sont, les stocks sont à saturation. Nous sommes effectivement confrontés **à la nécessité de mettre en œuvre** des méthodes de gestion des déchets déjà produits. Nous devons faire face et choisir les solutions les moins lourdes de risques. ■

Nos exigences :

- **Arrêter d'en produire** : décider collectivement d'engager une transition énergétique qui renonce à la production d'électricité nucléaire, programmer la fermeture des réacteurs existant, ne pas en construire d'autres
- **Renoncer à l'enfouissement profond** et poursuivre les études pour un entreposage en surface et sub-surface plus en accord avec le principe de précaution.
- **Faire en sorte que les décisions d'aujourd'hui puissent être réversibles** : nous ne devons pas enfermer les générations futures dans une situation impossible à changer. Les protéger, c'est aussi leur laisser des choix qui leur permettent d'intégrer les résultats de nouvelles recherches.

Pour décider sur des sujets aussi graves et aussi complexes, nous restons en attente, et en demande, d'un débat impliquant tous les citoyens. Cela exige de :

- prendre du temps,
- se donner collectivement les moyens pour que chacun puisse s'approprier les données,
- exposer toutes les options possibles,
- mettre en évidence les divergences, et les éclairer par des contre-expertises.

Cela exige aussi que nous soit reconnue la possibilité de refuser ce projet.

